



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

ARRÊTÉ

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires
de prolongation d'autorisation**

N° *DCL - B RENV - 2022 - 290 - 3*

SARL SAMOF

Lieu-dit « Champeaux »

71430 SAINT-VINCENT-BRAGNY

Carrière de Saint-Vincent-Bragny

Lieu-dit « Champeaux »

71430 SAINT-VINCENT-BRAGNY

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'Environnement, notamment son article L.181-14 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°03/2889/2-3 du 22 septembre 2003 autorisant la SARL SAMOF à exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de SAINT-VINCENT-BRAGNY ;
- Vu** la demande du 24 mars 2022, complétée le 30 mai 2022, avec tous les éléments d'appréciation, de la SARL SAMOF en vue de prolonger l'activité de la carrière sur la commune de SAINT-VINCENT-BRAGNY ;
- Vu** la mise à disposition du dossier au public par voie électronique du 11 au 25 juillet 2022, selon les modalités de l'article L.123-19-2 du code de l'environnement ;
- Vu** le rapport du 19 septembre 2022 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 03 octobre 2022 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence d'observations présentées ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2003 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la prolongation de la durée d'exploitation de la carrière envisagée par la société SAMOF engendre également une modification du plan de phasage d'extraction et la mise à jour des garanties financières suite à ces modifications ;

CONSIDÉRANT que les conditions de remise en état fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 septembre 2003 susvisé ne sont pas modifiées ;

CONSIDÉRANT que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois de préciser les modifications du plan de phasage d'extraction et la mise à jour des garanties financières suite à ces modifications ;

CONSIDÉRANT que ces prescriptions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

L'arrêté préfectoral n°03/2889/2-3 du 22 septembre 2003 autorisant la SARL SAMOF, dont le siège social est situé Lieu-dit « Champeaux » 71430 SAINT-VINCENT-BRAGNY, à exploiter une carrière d'argile, sur le territoire de la commune de SAINT-VINCENT-BRAGNY (à la même adresse), est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

2.1 – Installation classée autorisée

Le classement de l'installation du site indiquée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°03/2889/2-3 du 22 septembre 2003 est inchangé :

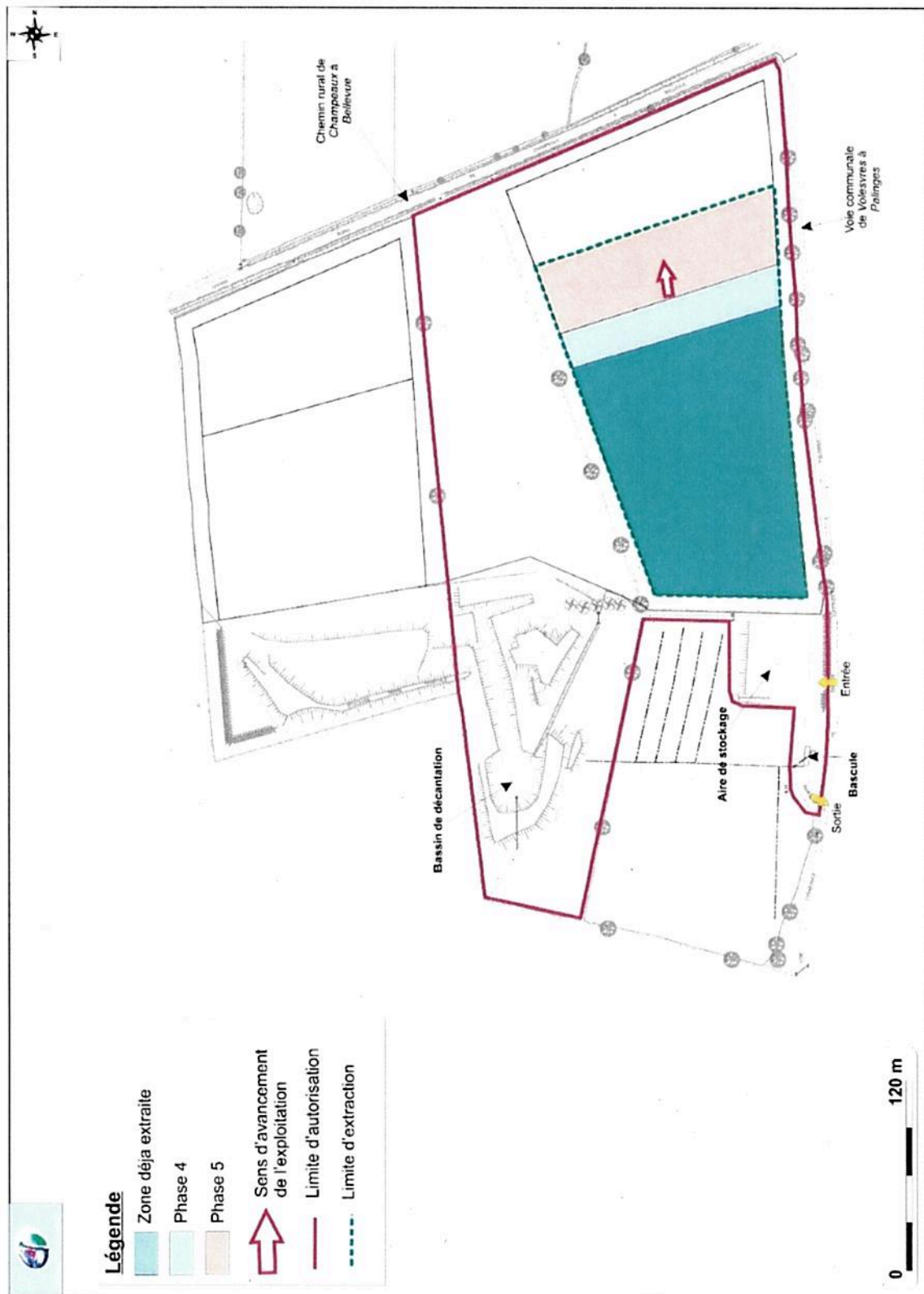
Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2510-1	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Production moyenne autorisée de 8 000 tonnes/an (production brute de matériaux extraits, hors quantité de stériles produits qui sont utilisés pour le réaménagement du site)	A

A : Autorisation

L'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment du respect des caractéristiques et du niveau d'activité des installations indiquées dans le tableau ci-dessus.

Les justificatifs seront tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

ANNEXE : PLAN DE PHASAGE



2.2 – Durée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°03/2889/2-3 du 22 septembre 2003 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'autorisation d'exploiter la carrière est prolongée pour une durée de 4 ans à compter du 22 septembre 2023, soit jusqu'au 22 septembre 2027 (remise en état compris).

Afin de permettre la réalisation des travaux de remise en état et, le cas échéant, la mise en œuvre des garanties financières, l'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée au moins 12 mois avant l'échéance de l'autorisation.

2.3 – Capacité de production

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 160 000 tonnes (à compter de la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 22 septembre 2003).

La production brute moyenne annuelle de matériaux extraits est de 8 000 tonnes (hors quantité de stériles produits qui sont utilisés pour le réaménagement du site).

2.4 – Garanties financières

Les dispositions de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral n°03/2889/2-3 du 22 septembre 2003 sont remplacées par les dispositions suivantes :

La durée de l'autorisation comporte 4 années supplémentaires. Le montant des garanties financières est fixé comme suit :

Phases	Montant pour la phase en euros (€)
4 : 2018 à 2023	34 997*
5 : 2023 à 2027	41 371*

* Indice TP01 de 119,9 (janvier 2022)

2.5 – Plan de phasage

Les dispositions de l'article 21.3 de l'arrêté préfectoral n°03/2889/2-3 du 22 septembre 2003 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitation de la carrière doit être effectuée selon le phasage en annexe.

Les arbres et les haies qui délimitent les parcelles 20, 21 et 22 doivent être conservés. Une bande de terrain de 10 m doit être conservée du côté de l'extraction afin de ne pas endommager le système racinaire des arbres.

Article 3 – ARRÊTES APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, les prescriptions des textes ci-dessous sont notamment applicables à l'établissement :

- arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières,
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 4 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 5 - NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

ARTICLE 6 - DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 - EXÉCUTION ET COPIES

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Saint-Vincent-Bagny, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie leur sera adressée.

Fait à Mâcon, le

17 OCT. 2022

Le Préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT